

P o u v o i r a d j u d i c a t e u r

C a i s s e d ' a l l o c a t i o n s f a m i l i a l e s d u V a l - d e - M a r n e

2 Voie Félix Eboué

94000 Créteil

Organisme de droit privé chargé d'une mission de service public

M a r c h é n ° 2 5 - 0 3

P r e s t a t i o n s d e s e r v i c e d e s a n t é a u t r a v a i l e t d e m i s e à d i s p o s i t i o n d ' u n p e r s o n n e l i n f i r m i e r p o u r l e s s a l a r i é s d e l a c a i s s e d ' a l l o c a t i o n s f a m i l i a l e s d u V a l - d e - M a r n e

P r o c é d u r e e t t y p e d e m a r c h é

Marché à procédure adaptée passée en application des articles L.2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Table des matières

ARTICLE PREMIER-DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	4
2.1. Description des prestations	4
2.1.1. <i>Objet de la prestation</i>	4
2.1.2. <i>Suivi médical des salariés</i>	5
2.1.3. <i>Lieu d'exécution</i>	6
2.1.4. <i>Pièces contractuelles</i>	6
2.2. Intervenants	7
ARTICLE 3 : STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	7
3.1. Nature de la prestation	7
3.2. Allotissement	7
3.3. Forme du contrat	7
ARTICLE 4 : DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION	8
4.1. Durée du contrat	8
4.2. Délai d'exécution	8
ARTICLE 5 : PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
5.1. Prix du contrat	8
5.1.1. <i>Nature des prix</i>	8
5.1.2. <i>Variation des prix</i>	8
5.2. Conditions de paiement	9
5.2.1. <i>Avance</i>	9
5.2.2. <i>Facturation</i>	9
5.2.3. <i>Conditions de paiement</i>	10
5.2.4. <i>Intérêts moratoires</i>	10
ARTICLE 6 : SECURITE DES INFORMATIONS ET INFORMATIQUE ET LIBERTES	10
6.1. Obligation de résultat	10
6.2. Obligation de confidentialité et rgpd	11
6.3. Protection des données à caractère personnel –rgpd	12
6.4. Protection des données à caractère personnel	12
6.5. Obligations de l'organisme contractant (ou responsable du traitement)	13
6.6. Obligations du titulaire	13
6.7. Obligations en cas de sous-traitance	14
6.8. Transfert de données personnelles vers des pays tiers	14
6.9. Droits des personnes concernées	14
6.10. Information des personnes concernées	14
6.11. Exercice des droits des personnes	14
6.12. Assistance apportée au responsable de traitement	15
6.13. Analyses d'impact relatives à la protection des données	15
6.14. Traitement des incidents de sécurité	15
6.15. Sécurité des données	16
6.16. Engagements de sécurité	16
6.17. Mesures de sécurité spécifiques	17
6.18. Tests de sécurité	18
6.19. Vérification du respect des obligations du sous-traitant	18
6.20. Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel.	19
6.21. Responsabilités	19

6.22. Points de contact	19
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES.....	19
7.1. Obligations de la Caf du Val-de-Marne	19
7.2. Obligations du titulaire	20
ARTICLE 8 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	20
8.1. Constatation de l'exécution des prestations.....	20
8.2. Pénalités.....	20
ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE.....	21
ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	22
ARTICLE 11 : DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL	22
ARTICLE 12 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	23
ARTICLE 13 : RESPONSABILITE – ASSURANCE.....	23
ARTICLE 14 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES	24
ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE.....	24
ARTICLE 16 : CESSION OU NANTISSEMENT	25
ARTICLE 17 : LITIGES	25
17.1. Résolution amiable des litiges	25
17.2. Voie de recours et tribunal compétent	25
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG DES FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES	26

ARTICLE PREMIER - DEFINITIONS

Le contrat est passé en procédure adaptée (Article R2123-1 – Services sociaux et services spécifiques – Code de la commande publique) soumise aux dispositions des articles L2123-1 R2123-1 et R2123-4 du Code de la commande publique et en application de l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.

L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.

Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE

2.1. Description des prestations

2.1.1. Objet de la prestation

Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (ccatp n° 25-04) fixe les conditions du marché que l'organisme contractant entend passer pour les prestations de services de prévention de la santé au travail et de mise à disposition de personnel infirmier pour l'ensemble du personnel de la caf du Val-de-Marne.

En effet, en prévision du départ de l'infirmière du travail, la caf du Val-de-Marne, organisme privé assurant une mission de service public, souhaite confier à un service de prévention de la santé au travail interentreprises les missions relatives à la mise à disposition de personnel infirmier, qui lui incombent à l'égard de son personnel en application des articles L. 4621-1 et suivants du code du travail, ainsi que par les conventions collectives qui lui sont applicables :

- Convention collective nationale du travail du 8 février 1957 du personnel des organismes de sécurité sociale,
- Convention collective nationale du travail du 25 juin 1968 des agents de direction et des directeurs comptables et financiers des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Elle a pour missions :

- Verser des prestations légales, déterminées par le législateur,
- Agir pour accompagner et aider les allocataires et leur famille.

En janvier 2025, la caf du Val-de-Marne emploie 550 agents (cdi et cdd confondus à la date du 10/01/2025).

Ce chiffre est donc appelé à être modifié tout au long de l'exécution de ce marché.
Il n'est donné qu'à titre indicatif.

Le titulaire du marché est soumis, en permanence, à une obligation de sécurité de résultat.

La caf du Val-de-Marne souhaite confier à un service interentreprises les missions dévolues au service de prévention de la santé au travail, incluant notamment le suivi médical des salariés, pour son personnel ainsi que le personnel du comité social et économique, soit environ 551 salariés à ce jour, l'effectif pouvant varier en fonction des entrées et sorties.

Les salariés de la caf sont répartis sur plusieurs sites :

- 334 salariés sont affectés sur le site de Créteil, situé 2, voie Felix Eboué 94033 Créteil Cedex
- 169 salariés sont affectés sur le site de Champigny-sur-Marne, situé 2 rue Georges Dimitrov 94500 Champigny.
- 41 salariés sont affectés sur le site d'Orly, situé 3/5 Avenue des Martyrs de Châteaubriand 94310 Orly.

Le suivi médical des salariés affectés sur le site d'Orly se fait prioritairement sur le site de Créteil pour des raisons de commodité.

Par ailleurs, 6 salariés sont hébergés dans des locaux à Paris 15ème appartenant à la caf de Paris (15 rue du Dr Finley 75015 Paris). Ils peuvent toutefois se déplacer sur le site de Créteil pour leur suivi médical.

Les sites prévus pour l'organisation des visites médicales sont Créteil et Champigny-sur-Marne. Sur chacun de ces deux sites, une infirmerie et un cabinet médical sont mis à disposition. Ces locaux sont équipés d'un ergovisiotest, d'un appareil d'audiométrie, d'un appareil pour l'analyse d'urine, et de matériel de premiers secours. Par ailleurs, ces locaux sont équipés d'un ordinateur et d'habilitations comprenant la suite bureautique usuelle (traitement de texte, tableur...), l'accès à internet, l'accès à une messagerie interne.

2.1.2. Suivi médical des salariés

Le suivi médical concerne tous les agents de la caf du Val-de-Marne et de son comité social et économique, indépendamment de la nature du contrat du travail.

Il est effectué par un médecin référent désigné par un autre marché préalable et qui demeurera le même pendant toute l'exécution du marché. En cas d'impossibilité avérée de poursuite du suivi médical par le médecin ou infirmier référent (absence, départ en retraite, arrêt d'activité...), le titulaire désignera un nouveau médecin ou infirmier référent, assurant cette mission de suivi médical des salariés pour la durée d'exécution du marché.

Le profil de l'infirmier.e doit répondre aux dispositions de l'article R717-52-11 et de l'article R717-52-14 du Code rural et de la pêche maritime.

Il est souhaité la mise à disposition, sur site, d'un(e) infirmier(e) du travail pour une durée de 28 heures hebdomadaires, soit trois à quatre jours par semaine avec une présence partagée sur les sites de Créteil (2 à 3 jours) et de Champigny-sur-Marne (un à deux jours par semaine), et ce afin :

- d'assister le médecin dans ses missions,
- d'assurer le suivi et la planification des visites médicales,
- d'assurer l'accueil des salariés et la préparation des visites médicales,
- conformément à l'article L.4623-9 du code du travail, assurer les activités qui lui sont confiées par le médecin du travail dans la limite des compétences prévues pour les infirmiers par le code de la santé publique,
- si possible, d'animer des actions individuelles ou collectives de sensibilisation sur des thèmes relatifs à l'hygiène, à la santé et la prévention.
- d'assurer la prise en charge des situations urgentes.

A ce jour, une infirmière du travail est actuellement salariée à temps partiel et son temps de travail se répartit entre les sites de Créteil et Champigny-sur-Marne. Il est donc attendu le transfert progressif

des activités qui lui sont actuellement dévolues vers l'infirmier(e) en entreprise mis(e) à disposition par le prestataire.

Il est impératif que cette présence sur site du personnel infirmier soit assurée par une seule et même personne. En conséquence, il ne sera pas accepté de répartition de cette prestation sur plusieurs professionnels infirmiers du travail sur la durée totale hebdomadaire souhaitée, soit entre 21h et 28h. En outre, l'infirmier(e) mis à disposition désigné par le titulaire du marché demeurera le même pendant toute l'exécution du marché. En cas d'impossibilité avérée (absence, départ en retraite, arrêt d'activité...), le titulaire désignera dès que possible un nouvel infirmier référent pour la durée d'exécution du marché.

2.1.3. Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent sur l'ensemble du personnel au sein du siège de la caf du Val-de-Marne, sis 2 voie Felix Eboue, 94000 Créteil et sur le site de Champigny-sur-Marne, situé 2 rue Georges Dimitrov 94500 Champigny.

2.1.4. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent document ;
- La réglementation en vigueur concernant la médecine du travail et de prévention des agents de droit privé ;
 - o Code du travail et ses dispositions en lien avec l'exécution des prestations,
 - o La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,
 - o Les décrets n°2016-1908 du 27 décembre 2016, relatif à la modernisation de la médecine du travail,
 - o La loi n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail,
 - o Le décret 2022-372 du 16 mars 2022 pris en application de la Loi santé au travail,
 - o Le décret 2022-373 du 16 mars 2022 relatif au rendez-vous de liaison,
- Le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus. Les dispositions des pièces susmentionnées, prévalent également sur toutes celles qui figureraient sur d'éventuels documents de réponse, d'éventuels échanges et autres pièces émises par le titulaire. Il est à ce titre spécifié que toutes les clauses formulées dans de quelconques conditions générales de vente du titulaire, qui s'avéreraient contraires aux dispositions du marché, ne pourraient être opposables à l'organisme.

D'une manière générale, le titulaire ne pourrait se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énoncés ci-dessus mais également des lois, règlements, arrêtés, circulaires, textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et toute réglementation affectant ses prestations et son activité dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues. Les documents généraux s'entendent selon leur dernière édition en vigueur.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Val-de-Marne. Le représentant du pouvoir adjudicateur, en application de l'article 7 de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale, est :

**Monsieur Robert Ligier, Directeur,
CAF du Val-de-Marne,
2, voie Felix Ebouée,
94000, Créteil.**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposés des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ARTICLE 3 : STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Nature de la prestation

Ce marché, constituant un marché de prestations de services de prévention de la santé au travail est conclu avec un montant maximum de 200 000€ ht pour la durée totale du marché, soit 18 mois maximum.

Les prestations objets du marché relèvent ainsi des classifications cpv suivantes :

- Classification principale : cpv 79624000-4 : mise à disposition de personnel infirmier et médical
- Classification secondaire : cpv 85147000-1 : services de médecine du travail.

La présente procédure fait l'objet d'un avis public à la concurrence publiée au bulletin officiel des annonces des marchés publics (boamp) et au journal officiel de l'Union Européenne (joe) par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation « place ».

3.2. Allotissement

Les prestations ne sont pas décomposées en lots, au regard de l'unicité d'action et de lieu d'exécution de la prestation ce qui ne donne pas lieu à un allotissement.

3.3. Forme du contrat

Les prix du marché sont des prix forfaitaires pour la fourniture des prestations définies dans l'acte d'engagement du candidat. La décomposition globale des prix forfaitaires est annexée à l'acte d'engagement, ci-après.

ARTICLE 4 : DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION

4.1. Durée du contrat

Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 18 décembre 2026 pour une durée de 18 mois, non-reconductible.

Il ne pourra être reconduit.

Le titulaire ne pourra s'opposer à l'absence de reconduction du marché.

Durant cette période de 18 mois, l'organisme contractant aura la faculté de résilier le marché à tout moment, en cas de fautes par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 9 du cahier des clauses administratives et techniques particulières (c.c.a.t.p. référencé p.a. n° 25-04).

4.2. Délai d'exécution

Un bon de commande est transmis chaque année afin de fixer le montant annuel de la cotisation au regard des tarifs des suivi et des effectifs actualisés.

En plus de cette cotisation annuelle, d'autres tarifs seront appliqués dans l'année sur simple constat (Absence à une visite, visite d'embauche, ...).

ARTICLE 5 : PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

5.1.1. Nature des prix

Les prix du marché sont des prix globaux et forfaitaires pour la fourniture des prestations définies dans l'acte d'engagement du titulaire. La décomposition globale des prix forfaitaires est intégrée à l'acte d'engagement.

Ils couvrent toutes les charges du titulaire et comprennent notamment toutes les dépenses, tous les frais généraux, charges sociales ou fiscales et taxes diverses pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

5.1.2. Variation des prix

La cotisation annuelle restera ferme et non révisable pour toute la durée d'exécution du marché.

Le taux de tva est le taux en vigueur à la date de réalisation des prestations.

5.2. Conditions de paiement

5.2.1. Avance

En application de l'article L2191-2, R2191-3 et R2191-7.

Sauf refus express du titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance est prévue et lui est versée dans les conditions définies aux articles R2191-3 à R2191-10 et aux articles R2191-5 à R2191-18 du code de la commande publique.

L'avance est calculée comme suit :

$$A = P * [(M/D) * 12] / 100$$

A étant le montant de l'avance,

P étant le pourcentage applicable, il est prévu à l'article R2191-7 un pourcentage de 10% pour les petites et moyennes entreprises, dans les cas normaux le montant de l'avance est laissé à l'appréciation de l'acheteur, mais il doit être compris entre 5% et 30%

M étant le montant initial du marché toutes taxes comprises,

D étant la durée d'exécution des prestations exprimée en mois.

La caf du Val-de-Marne en cas d'acceptation décide d'appliquer par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FC, un taux de 10% à l'avance au marché ici présent.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique

En application de l'article R2191-10, l'avance sera versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de commencement d'exécution des prestations.

5.2.2. Facturation

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Les factures établies en un seul exemplaire (un original) devront être envoyées via chorus pro à la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne, ou par mail uniquement à l'adresse suivante :

fournisseurs@caf94.caf.fr

La facture doit être éditée en un exemplaire et comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'identification complète de la caf du Val-de-Marne (nom et adresse)
- L'identification complète du titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse)
- Le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, numéro de siren à 14 chiffres
- Le numéro de la facture
- La date de la facture (La date de la facture ne peut être antérieure à la date d'exécution des prestations)
- La date de la prestation
- Le numéro et la date du marché
- L'identification précise des prestations réalisées

- Le montant total hors taxe des prestations, le taux de tva et le montant correspondant.
- Le montant total ttc des prestations facturées
- Les modalités de règlement (compte bancaire ou postal) telles que précisées dans l'acte d'engagement
- La date à laquelle la facture doit être payée
- Les modalités de règlement (compte bancaire) telles que précisées dans l'acte d'engagement.
- Le code iban (international bank account number)
- Le code bic (bank identifier code)

La facture doit être conforme à l'acte d'engagement, du bordereau de prix annexé et dans le respect des prestations réalisées au regard du ccatp.

5.2.3. Conditions de paiement

A réception de la facture du titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'organisme contractant dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour procéder au règlement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par lettre recommandée, par fax ou par mail permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

5.2.4. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la tva.

ARTICLE 6 : SECURITE DES INFORMATIONS ET INFORMATIQUE ET LIBERTES

6.1. Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à exécuter les obligations, découlant du présent marché avec tout le soin en usage dans sa profession conformément aux normes du moment.

Il est soumis à une obligation de résultat en permanence en raison de la mission de service public de l'organisme contractant. Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

Il s'engage à assurer une mission d'information, de conseil et d'assistance auprès de l'organisme contractant sur l'exécution des travaux en question.

6.2. Obligation de confidentialité et rgpd

Les prestations s'effectuant dans des locaux relevant d'un service public devront conduire le titulaire, s'il avait connaissance de faits ou de circonstances faisant craindre des indiscretions, à aviser immédiatement l'organisme contractant, en lui fournissant toutes indications pour lui permettre d'éviter ou, en cas de survenance, de limiter et de réparer les risques d'indiscrétion susceptibles de se produire.

Le titulaire et son personnel se reconnaissent soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent marché (articles 226-13 et suivants du code pénal et article 29 de la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004).

L'organisme contractant n'a pas à signaler le caractère confidentiel des faits, informations, décisions pour que cette obligation soit respectée.

Ils s'interdisent notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents et informations à des tiers, personnes morales ou non (privées ou publiques), sans l'accord de l'organisme contractant.

Par ailleurs, les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres de son personnel non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les informations, données et documents à des fins autres que celles spécifiées par le présent marché ;
- Ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter leur utilisation détournée ou frauduleuse
- Ne pas les communiquer à des personnes physiques ou morales, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'organisme, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- Ne conserver aucune de ces informations, données et documents, ni aucune copie de ceux-ci, sous quelque forme que ce soit ;
- Alerter immédiatement l'organisme de tout fait faisant craindre que les obligations souscrites au titre du présent article ne seraient pas respectées.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses éventuels sous-traitants.

Par ailleurs, il conclut avec ses derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures

de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'organisme contractant se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, l'organisme se réserve le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

En cas de violation des obligations susmentionnées, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire comme il est prévu à l'article 31 du présent c.c.a.t.p.

La responsabilité du titulaire peut également être engagée sur le fondement des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché puis après sa fin, quelle qu'en soit la cause.

6.3. Protection des données à caractère personnel -rgpd

L'attention du titulaire est attirée sur la nécessité de faire respecter un impératif de discrétion absolue quant aux informations que son personnel aurait à connaître à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le titulaire du marché s'engage à observer cette obligation. Lors des entretiens avec les allocataires, le personnel est tenu de maintenir confidentiel tout renseignement ou documents quelconques. Les renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Tout renseignement, de quelque nature que ce soit, concernant les activités, l'organisation ou toute autre information relative à l'organisme dont le titulaire pourrait avoir connaissance ou qui lui aurait été communiqué lors de l'exécution du marché, est de nature confidentielle et ne peut être divulgué.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter cette clause et la faire respecter par son personnel. En cas de non-respect de cette clause, le titulaire s'expose à des poursuites pénales.

Le titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché puis après sa fin, quelle qu'en soit la cause.

6.4. Protection des données à caractère personnel

Le sous-traitant (le titulaire) est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement (l'organisme contractant), les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s : Prestations de mise à disposition d'un personnel infirmier pour les salariés de la caf du Val-de-Marne.

Dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, le sous-traitant peut être amené à traiter des données personnelles concernant les allocataires ou les salariés de la caf du Val-de-Marne, figurant au sein de traitements mis en œuvre par le responsable de traitement, ou peut être amené à y accéder.

Pour l'exécution de sa mission, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution de ces prestations.

6.5. Obligations de l'organisme contractant (ou responsable du traitement)

Le responsable du traitement s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de responsable de traitement, en vertu des dispositions du rgpd et de la loi Informatique et Libertés ;
- b) Fournir au sous-traitant la description du ou des prestations confiées dans le cadre de la présente prestation/marché et documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données ;
- c) Mettre à disposition du sous-traitant toutes les données nécessaires à l'exécution de sa mission ; d) Le cas échéant, effectuer une analyse d'impact relative à la protection des données, avec le concours du sous-traitant ;
- e) Veiller, au préalable et pendant toute la durée du de la prestation/marché, au respect des obligations prévues par le rgpd de la part du sous-traitant ;
- f) Superviser le traitement, y compris par la réalisation d'audits et d'inspections auprès du sous-traitant ;
- g) Notifier, le cas échéant, les violations de données à caractère personnel à la commission nationale de l'informatique et des libertés et communiquer, si nécessaire, aux personnes concernées, avec l'assistance du sous-traitant, dans les conditions décrites à l'article 4.3 du présent document.

6.6. Obligations du titulaire

Le sous-traitant (ou titulaire du marché) s'engage à :

- a) Respecter les obligations qui lui incombent en sa qualité de sous-traitant, en vertu des dispositions du rgpd et de la loi Informatique et Libertés, dont la tenue d'un registre sous-traitant au titre de l'article 30 du rgpd.
- b) Traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers.
- c) Traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable du traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du rgpd, de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des Etats membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement.
- d) Assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente prestation/ du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 8.3.3 du présent document.
- e) Respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre.
- f) Ne pas chercher à lever le pseudonymat de données pseudonymes qui lui auraient été confiées par le responsable de traitement. Informer sans délai le responsable de traitement en cas de réidentification à partir de données insuffisamment anonymisées par le responsable de traitement.

g) Informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit.

h) Mettre à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du rgpd et dans la présente annexe ;

i) Fournir au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de délégué à la protection des données pour son compte.

6.7. Obligations en cas de sous-traitance

De manière générale, tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe et notamment les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant de s'assurer que le sous-traitant ultérieur qu'il choisit présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du rgpd.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas les obligations en matière de protection des données, le sous-traitant demeure pleinement responsable de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

6.8. Transfert de données personnelles vers des pays tiers

Le sous-traitant s'engage à ne rendre accessible ou à ne transférer aucune donnée du responsable de traitement, même à des fins d'acheminement, à toute entité ou tout sous-traitant établi(e) dans un pays situé en dehors de l'union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat, sauf avec le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le sous-traitant fournira au responsable de traitement l'outil de transfert utilisé pour permettre le flux transfrontières (bcr approuvées, clauses contractuelles types, etc.).

6.9. Droits des personnes concernées

Dans la mesure du possible, le titulaire aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du rgpd. À ce titre, il répond dans les meilleurs délais à toute sollicitation du responsable de traitement.

6.10. Information des personnes concernées

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

6.11. Exercice des droits des personnes

Lorsque les personnes concernées exercent à tort auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit immédiatement adresser au responsable de traitement et de façon sécurisée ces demandes dès réception, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement afin que ce dernier puisse traiter la demande dans les temps impartis.

6.12. Assistance apportée au responsable de traitement

Le titulaire aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte ses obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.

6.13. Analyses d'impact relatives à la protection des données

Le titulaire assiste notamment le responsable de traitement pour la réalisation des analyses d'impact relatives à la protection des données prévues à l'article 35 du rgpd et, si besoin, de la consultation préalable de l'autorité de contrôle prévues à l'article 36 du rgpd.

6.14. Traitement des incidents de sécurité

Le titulaire aide également le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du rgpd.

À ce titre, il met en place, et il obtient de chacun de ses propres sous-traitants qu'ils mettent en place, pendant toute la durée du marché, un processus de gestion des incidents de sécurité.

Le titulaire notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre de la prestation qui lui a été confiée. Cette notification intervient dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement.

Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du rgpd et, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente au titre de l'article 33 du rgpd, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du rgpd.

Cette notification contient au moins les informations suivantes :

- La description de l'incident de sécurité : nature, portée, catégories et nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernées, catégories et nombre approximatif de personnes concernées, temporalité, conséquences.
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel les informations supplémentaires peuvent être obtenues.
- La description des mesures prises, engagées, envisagées ou proposées pour remédier à l'incident de sécurité, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuels effets négatifs pour les personnes concernées.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, le sous-traitant peut les communiquer de manière échelonnée, sans délai injustifié. Il en informe le responsable de traitement en lui indiquant des raisons pour lesquelles la totalité des informations ne peuvent être communiquées dans ce délai.

Le sous-traitant s'engage à coopérer pleinement, à ses frais, avec le responsable de traitement afin de l'aider dans la gestion de cette situation et notamment en :

- L'aidant à la conduite des investigations sur l'incident de sécurité.
- Fournissant au responsable de traitement ou au tiers indépendant qu'il a désigné, un accès physique aux installation et opérations concernées .
- Organisant des entretiens entre le personnel du responsable de traitement et son propre personnel.

- Fournissant tous les registres, journaux, dossiers, communications de données et autres documents pertinents nécessaires pour se conformer à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, aux codes de conduite auxquels il aurait adhéré.

Le titulaire s'engage à ne pas informer les tiers, y compris les personnes concernées mais à l'exception des autorités de contrôle, de tout incident de sécurité ou de toute violation de données traitées dans le cadre de la présente prestation/présent marché, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du responsable de traitement.

Le titulaire reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité à :

- déterminer si l'incident de sécurité constitue ou non une violation de données à caractère personnel ;
- décider cette violation doit ou non être notifiée à l'autorité de contrôle, voire communiquée aux personnes concernées ;
- formaliser le contenu de ladite notification ;
- réaliser la notification proprement dite à la cnil.

Lorsque le responsable de traitement est dans l'obligation de communiquer la violation de données à caractère personnel aux personnes concernées, le sous-traitant prend en charge les frais liés à cette communication si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par la présente et au rgpd.

A la suite à une éventuelle violation de données, le sous-traitant assiste le responsable de traitement pour répondre à toute enquête ou demande émanant d'une autorité de contrôle, voire à toute plainte formulée par une personne concernée ou par un regroupement de celles-ci.

En cas de manquement du sous-traitant au titre de ses obligations décrites dans la présente annexe, celui-ci restaure, à ses frais, les données traitées dans le cadre du présent marché en cas de perte de données.

Le sous-traitant tient et met à disposition du responsable de traitement un registre des incidents de sécurité qui ont impacté les données confiées et y documente, au minimum, toute information pertinente concernant les circonstances de ces incidents de sécurité, ses effets et les mesures prises à ses frais pour y remédier et éviter qu'ils ne se reproduisent.

6.15. Sécurité des données

Le titulaire reconnaît que la sécurité est un critère fondamental pour la protection des données à caractère personnel et s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au niveau de risque déterminé par le responsable de traitement.

Celles-ci tiennent compte de l'état de l'art, de la doctrine de la cnil et de l'anssi et sont conformes aux standards de sécurité en vigueur. Elles ne doivent en aucun cas être moins rigoureuses que celles mises en place par le sous-traitant pour le traitement de ses propres données.

Le sous-traitant s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents sont considérés comme confidentiels.

6.16. Engagements de sécurité

Le titulaire s'engage expressément à :

- a) Prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services (Security by Default & by Design).
- b) Assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement.
- c) Tenir à jour une documentation écrite décrivant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre à cet effet.
- d) Traiter avec diligence toute demande du responsable de traitement relative à la sécurité des données traitées dans le cadre de la prestation/du marché.
- e) Rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité.
- f) Assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients.
- g) Restreindre l'accès aux données faisant l'objet du traitement au seul personnel habilité et autorisé à cet effet, du fait de son travail et de ses fonctions, en limitant l'accès aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.
- h) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel :
 - s'engagent à respecter la confidentialité et soient soumises aux dispositions du cahier des clauses administratives concernant la confidentialité et le secret professionnel ;
 - reçoivent une formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- i) Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, sauf si ladite copie est indispensable à la réalisation de la prestation.
- j) Ne pas utiliser, ni communiquer les documents et informations traités à des finalités autres que celles définies par la présente prestation/ le présent marché.
- k) Prendre toutes les mesures permettant d'éviter une utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution de la prestation/du marché.

Le cas échéant, le sous-traitant s'engage par ailleurs à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par le code de conduite auquel il a adhéré ou la certification dont il se targue.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le sous-traitant doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée du marché.

6.17. Mesures de sécurité spécifiques

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité spécifiques suivantes (à adapter en fonction du risque) :

- le chiffrement des sauvegardes des données à caractère personnel ;
- le chiffrement des données à caractère personnel en transit ;
- le chiffrement des données à caractère personnel au sein des bases de données ;
- la pseudonymisation des données à caractère personnel ;
- un dispositif de détection des violations de données à caractère personnel ;
- la mise à disposition des traces de connexion aux données traitées pour le compte du responsable de traitement au cours des six derniers mois ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- etc.

6.18. Tests de sécurité

En cas de service exposé sur Internet, le sous-traitant autorise également le responsable de traitement à effectuer ou à faire effectuer des tests de sécurité pour vérifier que les systèmes du sous-traitant ne sont pas vulnérables (par exemple du fait d'un défaut de configuration ou d'un défaut de mise à jour) et détecter tout changement susceptible d'exposer les données à des risques d'intrusion.

Par ailleurs, la caf du Val-de-Marne peut procéder à toute investigation sur Internet permettant de détecter des violations de données à caractère personnel avérées.

6.19. Vérification du respect des obligations du sous-traitant

La caf du Val-de-Marne se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer en son nom et pour son compte, toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations mentionnées dans la présente annexe, notamment par la réalisation d'audits, y compris des inspections et des tests de sécurité.

Le titulaire coopèrera pleinement à ces audits et s'engage notamment à autoriser le responsable de traitement ou les tiers qu'il a mandatés, à accéder, sans limitation, à l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, aux environnements physiques et techniques, aux registres et systèmes d'informations, au personnel, ou encore aux sites ou locaux à partir desquels le sous-traitant délivre les prestations visées dans la présente annexe.

Sans préjudice de cette faculté du responsable de traitement, le sous-traitant lui exposera au moins une fois par an les résultats synthétiques des contrôles qu'il met régulièrement en œuvre afin de vérifier le caractère conforme et suffisant des mesures techniques et organisationnelles de sécurité prises.

La caf du Val-de-Marne pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du sous-traitant, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des obligations

précitées. La responsabilité du sous-traitant peut également être engagée sur le fondement des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

6.20. Durée de la prestation et devenir des données à caractère personnel.

La durée du présent marché est de 12 moi, reconductible tacitement 3 fois, sans pouvoir excéder quarante-huit (48) mois.

L'autorisation donnée par le responsable de traitement au sous-traitant pour effectuer les traitements prévus le cadre de la prestation est valable pour toute la durée du contrat.

À l'issue de la prestation, suivant les instructions du responsable de traitement, au terme de ce marché, le sous-traitant s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel au terme du marché, et détruire les copies existantes dans ses systèmes d'information à la date de fin du marché, à moins que le droit de l'Union européenne ou le droit français n'exige la conservation des données à caractère personnel : dans ce cas le sous-traitant fournit au responsable de traitement le texte exigeant cette conservation. Une fois les données détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de cette destruction.

6.21. Responsabilités

Le titulaire sera tenu responsable en cas de manquement exclusivement imputable à lui et/ou à ses sous-traitants ultérieurs à leurs obligations en vertu du présent accord, du rgpd et de la loi informatique et libertés. À ce titre, le titulaire s'engage à indemniser le responsable du traitement pour tout dommage direct subi par ce dernier.

6.22. Points de contact

- Les coordonnées du délégué à la protection des données du sous-traitant ou de la personne en charge de la protection des données sont les coordonnées du représentant de l'entreprise signataire de l'acte d'engagement du présent marché.
- Les coordonnées de la personne intervenant pour prendre en charge tout incident de sécurité sont les coordonnées de l'interlocuteur signataire de l'acte d'engagement
- Les coordonnées du délégué à la protection des données de la caf du Val-de-Marne sont les suivantes :

Délégué à la protection des données mutualisé

Mission de l'Analyse de la Conformité Informatique et Libertés et de la Sécurité du Système d'Information (Macssi)

32 avenue de la Sibelle – 75685 Paris Cedex 14

protection-dp@cnafr.fr

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Obligations de la Caf du Val-de-Marne

La direction des ressources humaines de la caf du Val-de-Marne informe le médecin du travail de tout accident ou de toute maladie professionnelle qui pourrait survenir.
Elle avisera également le titulaire de toutes les modifications réglementaires qui sont applicables à la caf du Val-de-Marne.

7.2. Obligations du titulaire

En cas d'absence prévue du personnel infirmier, le titulaire devra communiquer à la direction de la caf du Val-de-Marne, en amont de l'absence, le nom d'un infirmier remplaçant et communiquer toutes informations opportunes afin d'organiser au mieux ce remplacement.

En cas d'absence imprévue, le titulaire s'engage, dans un délai de 72 heures à compter de la connaissance de cette information, à proposer à la caf du Val-de-Marne un infirmier remplaçant et communiquer toutes informations opportunes afin d'organiser au mieux ce remplacement.

Le titulaire du contrat doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public en application de l'article 1er de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants, notamment ceux appelés à exécuter leurs obligations dans un lieu accueillant des usagers du service public. En cas de manquement constaté aux obligations qui précèdent, le titulaire s'expose à la pénalité prévue à l'article 8.2 du présent ccatp. En cas de manquement grave et répété, le marché pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 8 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions de chapitre 5 du cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et services dont notamment l'article 28.1 dudit ccag.

La décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant conformément aux dispositions de l'article 30 du ccag fournitures courantes et services.

8.2. Pénalités

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable au seul fait de l'organisme ou de la force majeure.

Conformément au ccag-fcs applicable au présent marché, le non-respect de l'une des clauses définies au présent document peut entraîner de plein droit le paiement par le titulaire de pénalités sanctionnant un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Par dérogation à l'article 14 du ccag-fcs, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités notifiées par l'organisme contractant et inférieures à 1 000 €.

Les pénalités correspondent à des sanctions financières pour non-respect des obligations contractuelles :

Objets	Pénalités
Non-respect du secret professionnel, de la confidentialité et de l'obligation de discrétion.	5000 € par manquement constaté et possibilité de résiliation pour faute du titulaire
Modification du personnel infirmier sans-justification	500 € par manquement constatée
Indisponibilité du personnel infirmier entraînant une rupture de service	500 € par jour, si l'indisponibilité dépasse 48h ouvrées
Non-respect des obligations relatives à la lutte contre le travail dissimulé.	100 € par jour de retard limité à 10% du montant total du marché.
Défaut de transmission des documents de suivi de régularité du titulaire sur « e-attestation ».	50 € par jour de retard par document manquant
Non-respect des obligations réglementaires relatives à la sous-traitance.	1000 € par sous-traitance non déclarée préalablement à la caf du Val-de-Marne
Non-respect des dispositions de la loi du 24 août 2021 relative au respect des principes de la république	500 € par manquement constaté

Les pénalités seront récupérées par précompte sur les factures.

ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE

Conformément au ccag-fcs applicable au présent marché, le non-respect de l'une des clauses définies au présent document peut entraîner de plein droit la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Par ailleurs, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au ccag-fcs. (articles 38 à 45).

En complément au ccag-fcs et conformément à l'article 9 du présent ccatp et sans préjudice des dispositions ci-dessus, la caf du Val-de-Marne peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 32 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par la caf du Val-de-Marne ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité et au respect du secret professionnel mentionné dans le présent ccctp.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à la Caf du Val-de-Marne ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.
26.

La caf du Val-de-Marne peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués.

La mise en demeure doit être restée infructueuse. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

ARTICLE 10 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur.

Les obligations qui s'imposent au titulaire ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'oeuvre et aux conditions de travail en France. En cours d'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, qu'il respecte les dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail ratifiées par la France (Conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

En cas de sous-traitance, le titulaire avertit ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable de celles-ci.

Le titulaire apporte cette preuve par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera égal, au plus, à 10 % de la valeur annuelle des bons de commandes émis.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la caf du Val-de-Marne, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 15.

En cas de sous-traitance, la société sous-traitante doit se garantir dans les mêmes conditions que le titulaire et est assujettie aux mêmes obligations administratives s'agissant de la communication des documents et attestations exigés du titulaire.

ARTICLE 12 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme Contractant par le titulaire du marché.

De même, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au Pouvoir Adjudicateur du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent : aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ; à la forme de l'entreprise ; à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ; à l'adresse du siège de l'entreprise ; au capital social de l'entreprise ; et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette notification devra être appuyée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : fusion, cession, restructuration), ce transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant de transfert.

L'organisme contactant est en droit de refuser le changement de titulaire.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITE - ASSURANCE

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire sera tenu de produire l'attestation de cette assurance entre l'attribution du marché et sa notification dans un délai de 7 jours calendaires à compter de l'envoi par voie électronique de la demande par l'organisme contractant.

L'organisme contractant pourra à tout moment demander au titulaire de lui produire les polices d'assurance précitées, pendant l'exécution du marché, établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché public.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'organisme contractant de toute modification de son ou ses contrats d'assurance.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES

Conformément au chapitre IV « Modification du marché » du titre IX : Exécution du marché des parties législative (articles l. 2194-1 et suivants) et réglementaire (articles r.2194-1 et suivants) du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modifications dans les cas prévus dans lesdits articles.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article r. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

Ce marché prend en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser deux ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 15 : SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles l. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations, qu'à condition d'avoir obtenu de l'organisme contractant l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement préalablement. Cette acceptation est matérialisée par l'envoi par courrier au titulaire du formulaire dc4 signé par la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne. Cette acceptation sera notifiée au titulaire après réception des documents énumérés à l'article 8.4 du règlement de la consultation.

Il doit en outre compléter la déclaration de sous-traitance (formulaire dc4 disponible sur le site www.minefe.gouv.fr).

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement des contrats de sous-traitance sont jointes à l'acte d'engagement, dans le cas où la demande intervient au moment du dépôt de l'offre.

Toutes les clauses du marché s'imposent au sous-traitant qui y est soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

L'acheteur étant un tiers au contrat privé entre le sous-traitant et le titulaire, ce dernier est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'organisme contractant, lorsque celui-ci en fait la demande. Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

La déclaration doit être adressée par le titulaire à l'adresse suivante :

Caf du Val-de-Marne
Expertise marchés publics
Département gestion budgétaire
2 Voie Félix Eboué
94033 Créteil cedex

Ou à l'adresse mail suivante :

achats-marches@caf94.caf.fr

ARTICLE 16 : CESSIION OU NANTISSEMENT

Les créances, nées de l'exécution du marché, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles r. 2191-46 à r.2391-63 du code de la commande publique.

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

ARTICLE 17 : LITIGES

17.1. Résolution amiable des litiges

Conformément à l'article 1528 du Code de Procédure Civile : « Les parties à un différend peuvent, à leur initiative [...] tenter de le résoudre de façon amiable [...] ». Avant toute procédure contentieuse relative à la passation ou à l'exécution du présent marché, des solutions amiables pourront donc être recherchées par les parties.

Soit directement au près du pouvoir adjudicateur, soit par l'intermédiaire d'une autre voie de droit telle que le recours au médiateur des entreprises, tiers neutre, compétent pour traiter de litiges relatifs aux marchés publics (voir en ce sens l'ordonnance n°2011-1540 du 16 novembre 2011). Sa fonction de médiation lui permet d'aider les entreprises concernées par un conflit à trouver une solution adaptée à chaque cas d'espèce. Soumis à la confidentialité et la gratuité dans le cadre des affaires qu'il traite, il contribue à ce que les « médiés », les entreprises volontaires et les pouvoirs adjudicateurs, trouvent eux-mêmes une solution négociée, satisfaisante, réaliste et pérenne. Une prise de contact sous 7 jours est réalisée par le médiateur après saisine, une solution portant éventuellement vers un protocole peut être envisagée ; la résolution du litige est rapide (de l'ordre de quelques semaines à 1 voire 2 mois).

Saisine du médiateur : www.mediateur-des-entreprises.fr

17.2. Voie de recours et tribunal compétent

A défaut de règlement amiable des litiges ou d'intervention d'un médiateur, tout contentieux pourra être porté devant le tribunal spécialisé, territorialement compétent, et selon les voies de recours précisées ci-dessous :

Tribunal	Tribunal Judiciaire de Créteil, rue pasteur Vallery Radot, 94 011 Créteil
Voies de recours	Toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes : introduction d'un référé précontractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du marché (articles 1441-1 et 1441-2 du code de procédure civile) / introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du marché selon les dispositions du code de procédure civile (article 1441-3 du code de procédure civile).

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG DES FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Les dispositions générales fixées par le cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et de services s'appliquent de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé et précisé ci-dessous.

Le listing suivant n'a qu'une valeur informative, toute éventuelle omission d'une quelconque dérogation n'emportera pas inapplication de ladite dérogation (conseil d'État, 31 juillet 1996, n° 1 24065).

Article du ccatp	Dérogation au ccag fcs
2 (pièces contractuelles)	4.1
5 (avance)	11.1
8.2 (pénalités)	14
9 (résiliation)	38 à 45